

Des réquisitions-socialisations ! Chiche ! Pas pour seulement sauver le patrimoine industriel, mais pour sauver des vies !

24 mars 2020

L'Union syndicale SUD Industrie

- L'émancipation de la classe ouvrière n'est pas une lutte pour des privilèges et des monopoles de classe, mais pour l'établissement de droits et de devoirs égaux et pour l'abolition de toute domination de classe - (extraît des statuts de l'U.I.T.)



Paris, le 24 mars 2020.

Des réquisitions-socialisations ! Chiche ! Pas pour seulement sauver le patrimoine industriel, mais pour sauver des vies !

Le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, a déclaré le 18 mars dernier : « Si pour protéger notre patrimoine industriel il faut aller jusqu'à la nationalisation de certaines entreprises parce qu'elles seraient attaquées sur les marchés, je n'aurai aucune hésitation. » La pandémie de Covid-19 a provoqué un changement brutal de doctrine économique dans le gouvernement Macron dont l'obsession jusqu'à présent était la privatisation (réalisée pour la France des jeux et suspendue pour les Aéroports de Paris), mais l'Union syndicale SUD Industrie demande d'aller encore plus loin : l'intervention dans l'économie doit être encore plus forte pour sauver un maximum de vies en permettant aux salarié-e-s de reprendre en main les outils de production !

Recourir à des mesures plus fortes pour ce qui concerne le matériel médical

Notre pays se retrouve dans une situation délicate et les autorités sont obligées de gérer une pénurie de masques en choisissant de distribuer une certaine quantité aux personnels les plus exposés, ce qui laisse évidemment de côté de nombreux travailleurs et travailleuses qui encourent également le risque d'attraper le virus. Face à cette situation, de nombreuses initiatives privées ont émergé : fabrication de masques par des entreprises textiles, dons de masques... Si ces actions sont tout à fait louables, elles ne sont pas suffisantes et elles montrent la responsabilité criminelle des entreprises qui pourraient faire de même mais ne le font pas et des responsables politiques qui n'organisent pas cette reconversion. La situation est identique concernant les respirateurs mais aussi l'ensemble du matériel médical. De Airfluid à Löwenstein Medical en passant par GE Healthcare ou Segetex, ces entreprises doivent servir l'intérêt général !

Il est donc urgent de reprendre la main pour que le pays dispose du maximum de chances d'affronter au mieux cette pandémie d'ampleur inédite, en ne perdant pas de vue la solidarité internationale qui doit s'affirmer avec force et vigueur dans la période.

Par conséquent, l'Union syndicale SUD Industrie demande que **l'État fasse un état des lieux du matériel médical disponible dans les entreprises privées afin de les distribuer à qui en a le plus besoin**. Depuis le 18 mars, nous avons demandé la mise en place de ces mesures au Ministère de l'économie et à la Direction générale de la santé : pas de réponse ! Ce qui démontre qu'il ne faut compter que sur nous-mêmes. Le gouvernement porte une responsabilité totale et il devra payer.

Dans le même état d'esprit, il faut **réquisitionner toutes les entreprises pouvant être utiles à la fabrication de matériel médical utile dans la lutte contre le Covid-19** et si c'est nécessaire, **réorienter la production** vers la fabrication de matériel médical et ce, en concertation avec les délégué-e-s syndicaux pour que ces opérations se fassent dans les meilleures conditions possibles. Plus généralement, SUD Industrie prône l'autogestion et le contrôle de la production par les salarié-e-s, nous **lançons donc un appel aux salarié-e-s des entreprises travaillant ou pouvant concourir à la fabrication de matériel médical à prendre en main la réorientation de la production** pour participer à ce mouvement, dans l'unité syndicale la plus large.

« L'émancipation de la classe ouvrière n'est pas une lutte pour des privilèges et des monopoles de classe, mais pour l'établissement de droits et de devoirs égaux et pour l'abolition de toute domination de classe » (extrait des statuts de l'A.I.T.).



Paris, le 24 mars 2020.

Des réquisitions-socialisations ! Chiche ! Pas pour seulement sauver le patrimoine industriel, mais pour sauver des vies !

Le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, a déclaré le 18 mars dernier : « Si pour protéger notre patrimoine industriel il faut aller jusqu'à la nationalisation de certaines entreprises parce qu'elles seraient attaquées sur les marchés, je n'aurai aucune hésitation. » La pandémie de Covid-19 a provoqué un changement brutal de doctrine économique dans le gouvernement Macron dont l'obsession jusque là semblait être la privatisation (réalisée pour la Française des jeux et suspendue pour les Aéroports de Paris), mais l'Union syndicale SUD Industrie demande d'aller encore plus loin : l'intervention dans l'économie doit être encore plus forte pour sauver un maximum de vies en permettant aux salarié-e-s de reprendre en main les outils de production !

Recourir à des mesures plus fortes pour ce qui concerne le matériel médical

Notre pays se retrouve dans une situation délicate et les autorités sont obligées de gérer une pénurie de masques en choisissant de distribuer une certaine quantité aux personnels les plus exposés, ce qui laisse évidemment de côté de nombreux travailleurs et travailleuses qui encourent également le risque d'attraper le virus. Face à cette situation, de nombreuses initiatives privées ont émergé : fabrication de masques par des entreprises textiles, dons de masques... Si ces actions sont tout à fait louables, elles ne sont pas suffisantes et elles montrent la responsabilité criminelle des entreprises qui pourraient faire de même mais ne le font pas et des responsables politiques qui n'organisent pas cette reconversion. La situation est identique concernant les respirateurs mais aussi l'ensemble du matériel médical. De Airliguide à Löwenstein Médical en passant par GE Healthcare ou Segetex, ces entreprises doivent servir l'intérêt général!

Il est donc urgent de reprendre la main pour que le pays dispose du maximum de chances d'affronter au mieux cette pandémie d'ampleur inédite, en ne perdant pas de vue la solidarité internationale qui doit s'affirmer avec force et vigueur dans la période.

Par conséquent, l'Union syndicale SUD Industrie demande que **l'État fasse un état des lieux du matériel médical disponible dans les entreprises privées afin de les distribuer à qui en a le plus besoin**. Depuis le 18 mars, nous avons demandé la mise en place de ces mesures au Ministère de l'économie et à la Direction générale de la santé : pas de réponse ! Ce qui démontre qu'il ne faut compter que sur nous-mêmes. Le gouvernement porte une responsabilité totale et il devra payer.

Dans le même état d'esprit, il faut **réquisitionner toutes les entreprises pouvant être utiles à la fabrication de matériel médical utile dans la lutte contre le Covid-19** et si c'est nécessaire, **réorienter la production** vers la fabrication de matériel médical et ce, en concertation avec les délégué-e-s syndicaux pour que ces opérations se fassent dans les meilleures conditions possibles. Plus généralement, SUD Industrie prône l'autogestion et le contrôle de la production par les salarié-e-s, **nous lançons donc un appel aux salarié-e-s des entreprises travaillant ou pouvant concourir à la fabrication de matériel médical à prendre en main la réorientation de la production** pour participer à ce mouvement, dans l'unité syndicale la plus large.

- **Emplacement : ré-agir ensemble** > Mobilisations et actualités > Actualités >

- Adresse de cet article :

<https://solidaires.org/Des-requisitions-socialisations-Chiche-Pas-pour-seulement-sauver-le-patrimoine>